

ARGENT

Que proposent les candidats ?

François Bayrou

François Hollande

Eva Joly

Marine Le Pen

Jean-Luc Mélenchon

Nicolas Sarkozy...

2012

Présidentielle

Extrait de la publication

ARGENT

Que proposent les candidats ?

François Bayrou, François Hollande, Eva Joly,
Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Sarkozy...

Ce livre citoyen rassemble des extraits choisis de discours et de programmes des candidats à l'élection présidentielle sur le thème de l'argent, sans parti pris ni idéologie. À droite, à gauche, au centre et aux extrêmes, à chacun sa réponse pour sortir de la crise. Comment réduire la dette ? Quelle position adopter face aux marchés ? Quelle politique fiscale privilégier ? Comment relancer le pouvoir d'achat et améliorer le quotidien des Français ? Un tour d'horizon indispensable pour s'informer, comprendre et comparer avant d'aller voter.

Ouvrage dirigé par David d'Équainville.

2012

Présidentielle

Conception graphique : Kamy Pakdel

Illustration de couverture : © Plainpicture

Imprimé et broché en Italie

Extrait de la publication

ARGENT

Que proposent les candidats ?

2012
Présidentielle

*Merci à Cécile Faudais, Sylvain Levieux,
France Mochel et Adèle Phelouzat.*

ARGENT

Que proposent les candidats ?

Sous la direction de

David d'Équainville

Avec la collaboration de Jihad Gillon

2012

Présidentielle

Éditions Autrement

Extrait de la publication

Avertissement

Dans une élection à la majorité, la nécessité de réunir le plus de voix démultiplie les programmes des candidats en autant de discours qu'il y a de problématiques. C'est un jeu à facettes qui éclaire le citoyen, mais peut aussi l'aveugler. Une fois prononcé, un discours est-il digne de foi ? Il faut bien que les mots aient une valeur et que les promesses faites engagent le président élu à « rembourser » les citoyens du crédit qu'ils lui ont octroyé.

Dits, les mots agissent. Trahis, ils se taisent. La langue de bois illustre bien ce principe qui dilue la force d'une expression. Si elle veut durer, la parole publique se doit d'être engageante. Sans confiance, point de transactions. Les discours des candidats sont les frontières d'un monde. Avant de s'y aventurer, il convient d'en explorer tous les contours. Les propos de nos hommes politiques ne sont pas des apparences qui fabriquent des opinions, un simulacre de vérité, des petites phrases sitôt dites, sitôt oubliées. Ce sont des obligations, des dettes à rembourser. Et la responsabilité des électeurs est, par tous les moyens démocratiques, de s'en assurer.

Les principaux protagonistes

NATHALIE ARTHAUD

Lutte ouvrière

Porte-parole de Lutte ouvrière

Conseillère municipale à Vaulx-en-Velin

FRANÇOIS BAYROU

Mouvement démocrate (Modem)

Président du Modem

Député de la 2^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques

CHRISTINE BOUTIN

Parti chrétien-démocrate (PCD)

Présidente du Parti chrétien-démocrate

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Mouvement républicain et citoyen (MRC)

Président d'honneur du MRC

Sénateur du Territoire de Belfort

NICOLAS DUPONT-AIGNAN

Debout la République (DLR)

Président de Debout la République

Député de la 8^e circonscription de l'Essonne

Maire d'Yerres

FRANÇOIS HOLLANDE

Parti socialiste (PS)

Président du conseil général de la Corrèze

Député de la 1^{re} circonscription de la Corrèze

EVA JOLY

Europe Écologie – les Verts (EELV)

Députée européenne

CORINNE LEPAGE

Cap21

Présidente de Cap21

Députée européenne

MARINE LE PEN

Front national (FN)

Présidente du Front national

Conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais

Députée européenne

JEAN-LUC MÉLENCHON

Front de gauche

Coprésident du bureau national du Parti de gauche

Député européen

HERVÉ MORIN

Nouveau Centre (NC)

Président du Nouveau Centre

Député de la 3^e circonscription de l'Eure

Maire d'Épaignes

Conseiller général de l'Eure

PHILIPPE POUTOU

Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

NICOLAS SARKOZY

Union pour un mouvement populaire (UMP)

Président de la République

DOMINIQUE DE VILLEPIN

République solidaire (RS)

Introduction

L'argent est un des pivots de l'action politique. Il participe à tous les débats : éducation, santé, emploi, recherche, industrie. Il s'immisce au sein de toutes les intentions. Les positions partisans des candidats, libérales, sociales, écologiques, teintées de nuances ou non, sont des actions à financer. Aucune conviction ne peut se passer d'une réflexion sur les moyens financiers nécessaires à la réalisation d'une politique, quelle que soit son orientation. Une ligne budgétaire reste un horizon très cartésien. Les chiffres s'additionnent, passent d'une ligne à une autre, d'un poste de recettes à un poste de dépenses. Mais les règles de l'arithmétique sont immuables. Une soustraction ne fait pas une addition. Les dépenses de la Sécurité sociale – « la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes », comme le stipule l'ordonnance du 4 octobre 1945 – sont un poste symbolique à plus d'un titre, ne serait-ce que d'un point de vue comptable. Il représente en 2011 près de 25 % du produit intérieur brut (PIB). Il y a aussi la récurrente question du déficit du budget du régime général qui, en attendant de retrouver un équilibre des recettes

porté par une croissance économique, finance ses dépenses par des emprunts, et accroît par ricochet la dette publique du pays. La protection sociale est bien une affaire d'État, qui place l'argent au cœur des débats politiques. Surtout quand 56 % de cette même dette dépend d'investisseurs étrangers qui s'occupent essentiellement de la rentabilité financière de leur mise de fonds. Déficit, dépenses non compensées, recettes insuffisantes ne sont pas des équations publiques orthodoxes ni très populaires. Sans le sou, les gouvernants sont impuissants, voués à considérer la devise de la République comme une figure de l'histoire de France que l'on visite de temps à autre. Mais le temps politique présidentiel est un cycle de moyen terme. Et celui d'une campagne électorale laisse tout juste les candidats reprendre leur souffle entre deux discours. Il est vrai que pour conquérir la possibilité de mettre en œuvre les recettes auxquelles ils croient, il ne faut pas rechigner à la tâche ni lésiner sur les moyens. Là encore, l'argent se glisse dans le dispositif. Car un programme ne peut prétendre emporter l'adhésion des citoyens sans renforcer ses propositions d'une démonstration budgétaire convaincante parce que réaliste. Un principe de réalité qui se discute avec une calculette. Le crédit n'est pas seulement une question de confiance ou d'appartenance paresseuse à une famille politique, vouée au vote réflexe – « je suis de gauche », « je suis de

droite ». Pour éviter le KO, la plus grande vigilance est requise.

L'histoire des crises financières nationales – l'Argentine en 2001, la Hongrie en 2008, l'Islande en 2010, la Grèce en 2011 – rappelle aux citoyens que la gestion des finances publiques n'est pas une affaire gagnée d'avance. Seuls comptent les bulletins de vote, éventuellement – et cela est préférable – assortis d'une volonté civique éclairée. Depuis la loi organique relative aux lois de finances, votée en 2001 (qui détermine, selon la Constitution, les ressources et les charges de l'État), les électeurs savent que le « gouvernement et son administration s'engageront vis-à-vis du Parlement et de l'opinion sur des objectifs d'actions publiques, assortis d'indicateurs de résultats ». C'est un début pour ne pas mourir idiot, ou ruiné, tout ébaubi à la vue de nouvelles tombées d'un ciel bouché.

En attendant, les candidats à la présidentielle financent leur campagne dans le respect de la loi et, *a posteriori*, sous la coupe de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, autorité administrative qui valide, dans un délai de dix jours après leur dépôt, leur bonne tenue. Car obligation est faite de pouvoir retracer recettes et dépenses, sachant que pour 2012 les dépenses ne devront pas excéder 16,851 millions d'euros au premier tour, et 22,509 millions au second tour. Un

budget modeste en regard des sommes engagées par l'État que le gagnant devra superviser. Le citoyen peut donc s'imaginer que ce principe est respecté à la lettre. Fournir les pièces justificatives de quelques dizaines de millions dépensés lorsque l'on ambitionne de présider le destin d'une nation n'est qu'une formalité. Mais dès qu'il s'agit d'argent, le passé n'est pas toujours tendre avec les hommes politiques. En 2007, lors de la précédente élection présidentielle, même si les différents comptes de campagne des candidats ont bien été validés, la lecture du *Journal officiel* pointe de nombreux dysfonctionnements, des factures manquantes, des dépenses de petits déjeuners et déjeuners dont le caractère électoral n'a pas pu être démontré. Chaque candidat de l'époque en a sa part. Si l'argent est un des pivots de l'action politique, la politique, elle, reste imprévisible. Aux citoyens de veiller et de se mobiliser sur les engagements financiers pris au nom des Français.

DAVID D'ÉQUAINVILLE

Note : La présentation des extraits s'organise selon le poids politique potentiel de chaque formation et sa place dans le débat public, le président de la République en premier. Les candidatures retenues sont celles qui sont arrêtées au 15 décembre 2011.

La dette : l'argent du pays

L'importance des marchés financiers dans les affaires publiques est une réalité avec laquelle tout gouvernement se doit de composer. L'évaluation des pays par les agences de notation et les contraintes budgétaires du pacte de stabilité européen marquent au plus près les marges de manœuvre des politiques. La note « triple A » reste un sésame pour obtenir un crédit avantageux auprès d'investisseurs volatils qui fuient le risque. Dans un contexte de crise, trop d'économies budgétaires étouffent le moteur de la croissance : la consommation. Et si la dette publique en augmentation supporte partiellement la dette bancaire privée, quel avenir un pays comme la France peut-il envisager ?

NICOLAS SARKOZY

Le 27 octobre 2011. Extrait d'un entretien télévisé diffusé sur TF1 et France 2, à l'occasion de l'accord européen sur le plan de sauvetage de la Grèce du 26 octobre 2011.

« Si la Grèce tombait en faillite, il y avait un processus en cascade qui emportait tout le monde. [...] Depuis 1974, aucun budget français n'a été voté à l'équilibre. Aucun. Cela fait *grosso modo* une trentaine d'années que l'on dépense un argent que nous n'avons pas, donc que nous augmentons, comme les autres pays [...], une dette. Pour financer cette dette, il faut emprunter, si vous dépensez plus que ce que vous gagnez, il faut emprunter. Où empruntent les États ? Sur les marchés. Savez-vous que la France rembourse chaque année 49 milliards d'euros d'intérêts de la dette ? [...] Plutôt que de s'énerver contre les agences de notation, réduisons notre déficit, remboursons notre dette, travaillons plus et travaillons mieux, et il n'y aura plus d'agences de notation. »

—

Le 27 juin 2011. Extrait d'une conférence de presse à l'Élysée sur les investissements d'avenir.

« La question, c'est de préparer la France au défi du XXI^e siècle. Pourquoi ? Pour continuer à financer notre modèle social. [...] La dette, pour la rembourser, il faut qu'il y ait de la croissance, des économies

et de la croissance. [...] Vous savez, ceux qui auraient l'idée de revenir sur le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, de revenir sur la réforme des retraites, ou de refuser une règle d'or qui obligera tous les gouvernements à prévoir un budget en équilibre à terme : ce serait l'explosion de la dette, l'explosion des déficits et l'impossibilité pour la France de se financer. »

—

Le 27 janvier 2011. Extrait de la conférence de Davos, 41^e Forum économique mondial.

« La question de l'euro, pour nous, n'est pas une question simplement monétaire, n'est pas une question simplement économique, c'est une question identitaire. Donc, à ceux qui voudraient parier contre l'euro, faites attention à votre argent, parce que nous sommes bien décidés à défendre l'euro de façon structurelle. »

—

FRANÇOIS HOLLANDE

Le 29 octobre 2011. Extrait d'un entretien accordé au journal Le Monde.

« La zone euro a évité le pire, mais l'accord trouvé à Bruxelles [le deuxième plan de sauvetage de la Grèce] est partiel et insuffisant. Partiel, car il ne comporte aucun progrès dans la gouvernance économique de

la zone euro. [...] Rien n'est réglé dans la durée. [...] Le contact que Nicolas Sarkozy a cru bon de prendre avec le président chinois, au lendemain de l'accord [de Bruxelles], en dit long sur la nouvelle dépendance de la zone euro. La Chine est désormais la maîtresse du jeu, de sorte que le sommet du G20 des 3 et 4 novembre, qui devait être le moment de vérité pour le yuan, va consacrer l'empire économique chinois. »

—

Le 20 août 2011. Extrait d'un entretien accordé au Journal du dimanche.

« Ma démarche, c'est de faire voter au lendemain de la présidentielle une loi de programmation qui respectera nos objectifs européens de réduction des déficits. Les fameuses et si contestables agences de notation ne réclament pas une règle d'or, mais des actes concrets susceptibles de donner durablement confiance. [...] Je pose donc trois objectifs pour la conduite de la politique économique : la croissance, sans laquelle il n'y aura pas de retour à l'équilibre des comptes ; la vertu budgétaire, sans laquelle il n'y aura pas de confiance ; et une réforme fiscale, sans laquelle il n'y aura pas de justice. »

—

Le 26 juin 2011. Extrait d'un meeting à Limoges, centre culturel Jean-Moulin.

« Je propose que nous prenions d'autres solutions si

nous voulons à la fois soutenir la Grèce et sauver l'Europe : la première, c'est qu'à l'évidence il faut restructurer la dette grecque, c'est-à-dire imposer aux banques de participer au règlement du problème dont elles ont à un moment été à l'origine. Il est normal que les banques ne soient pas remboursées de l'intégralité des prêts, ou qu'elles acceptent de la rééchelonner, c'est-à-dire de la reporter à plus tard. [...] Et enfin, il faut qu'il y ait une morale à cette histoire, il faut que l'Europe institue une taxe sur les transactions financières qui permette qu'en définitive nous puissions obtenir des ressources sur les mouvements de la spéculation. »

—

MARINE LE PEN

Le 17 octobre 2011. Extrait d'une conférence de presse devant la tour Dexia, suite à la recapitalisation de la banque par l'État.

« Je m'engage à chasser l'obscurité, à faire la transparence partout, dans le bilan des banques, dans l'engagement de l'État dans les conseils d'administration. Deuxième principe : mon plan d'action sera de séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires par la loi. Les comptes et l'épargne des ménages n'ont pas à se trouver mélangés à l'ambiance sulfureuse des salles de marché. Mon troisième principe

est le suivant : on ne recapitalisera pas à l'aveugle les banques, mais on nationalisera même partiellement et temporairement les banques de dépôt pour en prendre le contrôle et changer les règles. »

—

Le 6 septembre 2011. Extrait d'une conférence de presse après que des militants du FN ont jeté de faux billets de 500 euros biodégradables dans la Seine, en face de l'Assemblée nationale, pour dénoncer le nouveau plan d'aide à la Grèce.

« Je mettrai fin immédiatement bien évidemment au plan de renflouement des pays victimes de l'euro. Pas un centime français, pas un centime gagné par le travail des Français ne devra quitter la France. Voilà, le prix concret de l'euro, puisque seuls les pays de la zone euro sont amenés à participer à ces plans de renflouement. La Grande-Bretagne, elle qui a eu la sagesse de ne pas rentrer dans l'euro, évidemment, ne paiera pas un seul centime. »

—

FRANÇOIS BAYROU

Le 3 novembre 2011. Extrait d'un entretien accordé au journal Le Point.

« Nicolas Sarkozy a justement construit, dans ces premières années, un système de protection dont le but était de favoriser les plus favorisés au détriment de la

Bibliographie et sites Web

Ouvrages

Chavagneux C., *Une brève histoire des crises financières*, Paris, La Découverte, 2011.

Henochsberg M., *La Place du marché*, Paris, Denoël, 2001.

Landais C., Piketty T. et Saez E., *Pour une révolution fiscale*, Paris, Seuil, La République des idées, 2011.

Passet R., *L'Illusion néolibérale*, Paris, Flammarion, 2001.

Simmel G., *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 2007.

Todd E., *L'Illusion économique*, Paris, Gallimard, 1999.

Sites institutionnels

Organisation de coopération et de développement économiques : <http://www.oecd.org>

Banque centrale européenne : <http://www.ecb.int>

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.economie.gouv.fr>

Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État : <http://www.budget.gouv.fr>

Cour des comptes : <http://www.ccomptes.fr>

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé : <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr>

Administration fiscale : <http://www.impots.gouv.fr>

Conseil économique, social et environnemental : <http://www.lecese.fr>

Achevé d'imprimer en janvier 2012 par Grafica Veneta en Italie, pour le compte des éditions Autrement, 77 rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.

Tél : 01 44 73 80 00. Fax : 01 44 73 00 12.

Dépôt légal : janvier 2012. ISBN : 978-2-7467-3259-9.